



DÉCLARATION DES ASSISES NATIONALES DU CONGO SUR L' ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 21 MARS 2021 EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Le 21 mars 2021, le Général **Denis Sassou Nguesso** et son système entendent organiser un scrutin présidentiel dont le but est connu depuis l'abrogation de la Constitution de 2002 décrétée en 2015 . En effet, le but du scrutin à venir est le maintien de **Denis Sassou-Nguesso** au pouvoir comme "Président à vie", pour la défense de ses intérêts, ceux de son clan (parents, beaux-parents et apparentés) ainsi que ceux de la Françafrique et de ses autres alliés étrangers.

Au Congo, il est évident que le peuple pense tout bas ce que les évêques congolais ont pu dire tout haut dans leur message du 2 février 2021: l'élection présidentielle ne sera ni libre, ni transparente, donc nullement crédible.

Du reste, pour la plateforme associative **Assises Nationales du Congo**, conformément à sa Charte révisée de 2016 qui établit le double caractère illégal et illégitime du régime de Monsieur **Denis Sassou Nguesso**, l'élection présidentielle de 2021 marquera une étape de plus dans la destruction du pays.

Une seule position est possible pour les patriotes, démocrates et Résistants sincères: le refus de participer de loin ou de près à la mascarade électorale du 21 mars 2021.

Les Assises Nationales du Congo ne soutiennent aucun des sept candidats. Elles exhortent la population congolaise à ne pas avoir peur et à "rester à la maison" le 21 mars 2021. Dans ce même sens, les Assises nationales du Congo invitent les candidats autres que **Denis Sassou Nguesso**, à se retirer du processus électoral s'ils ne sont pas des véritables "pions" de ce dernier.

Les Assises Nationales du Congo sont favorables à une grande dynamique de rassemblement des patriotes, démocrates, Résistants et Opposants sincères, en vue de créer durablement le nouveau rapport de forces qui permettra de mettre fin au règne de **Denis Sassou Nguesso** et de son système. Un système qu'il a méthodiquement imposé au Congo durant les 36 ans qu'il a été chef de l'Etat et surtout depuis qu'il s'est engagé, après son coup d'Etat de 1997, à détruire les institutions, l'économie et la société de ce pays.

Que certains chefs d'Etat ouest-africains appellent **Denis Sassou-Nguesso** par le surnom "l'Empereur", quoi de plus probant comme preuve de la volonté de ce putschiste de rester "Président à vie"?

Devant l'Histoire, le devoir des membres **des Assises Nationales du Congo** est clair: contribuer à la restauration de la démocratie dans la voie ouverte par la Conférence Nationale Souveraine, il y a 30 ans, en 1991. Et dans ce sens, contribuer à exercer le pouvoir dans l'"après- **Sassou**" en vue de la reconstruction et du développement du Congo, notre chère patrie qui doit rester une République.

Fait à Paris le 21 février 2021

Le Conseil Représentatif des Assises Nationales du Congo.